

pro natura magazine

5/2019 SEPTEMBRE



**Votations fédérales: le choix pour une
Suisse plus verte est entre nos mains**

Faire le bon choix

Dans un Parlement dominé par une majorité de droite, les préoccupations environnementales ont été négligées au cours de la dernière législature. Les élections du 20 octobre sont une excellente occasion de mettre le Conseil national et le Conseil des Etats sur la voie de l'écologie.

De toute évidence, les questions environnementales n'ont pas marqué la législature 2015–2019. L'AVS, la politique européenne et les réformes fiscales ont accaparé l'attention des parlementaires, alors que la nature et le paysage ont été relégués au second plan – du moins jusqu'à ce que les représentants de l'industrie pétrolière, de l'aviation, etc. montrent leur vrai visage dans le grand débat sur le CO₂. C'était avant les grandes manifestations en faveur du climat. Mais sur les thèmes défendus par Pro Natura, les parlementaires ayant des accointances avec les milieux de l'agro-

chimie, de l'énergie, de l'agriculture et de l'industrie ont été offensifs. En témoignent les nombreuses interventions visant à démanteler des réglementations pourtant éprouvées en matière de protection de la nature et du paysage. Le Conseil national, dominé par les partis de droite, a soutenu un grand nombre de ces interventions. C'est souvent grâce au Conseil des Etats, plutôt de tendance centre gauche, qu'on a pu empêcher un affaiblissement radical de la protection de la nature et du paysage. Vous en trouverez plusieurs exemples dans les pages qui suivent et qui ex-

Graphiques: Isabelle Bühler

Objet 15.4094

Postulat pour le développement de stratégies pour une Suisse sans pétrole.



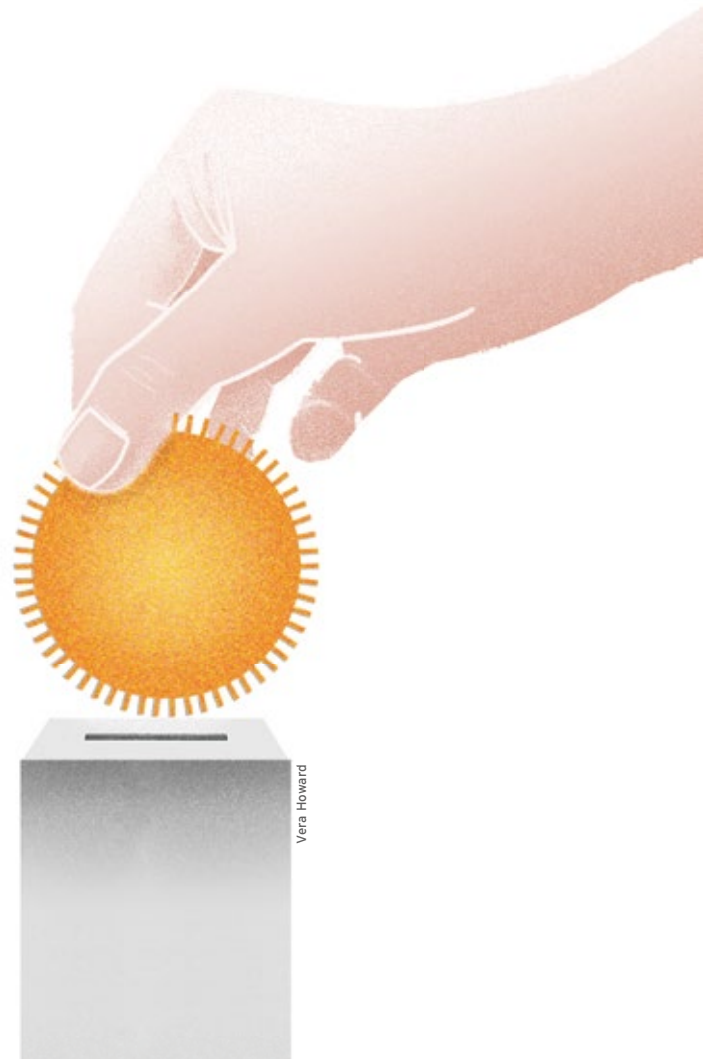
Un représentant du POP est affilié au groupe des Verts.
Deux représentants du PEV et un représentant du PCS sont affiliés au groupe PDC.
Deux représentants de la Lega dei Ticinesi, deux sans parti et un représentant du MCR sont affiliés au groupe UDC.

Tournant énergétique: une occasion manquée d'en finir avec le pétrole

Déposé en décembre 2015, bien avant la vague de manifestations pour le climat, le postulat d'Isabelle Chevalley (Vert'libéraux, VD) demandait au Conseil fédéral d'élaborer une stratégie pour que la Suisse puisse à l'avenir se passer du pétrole, sachant que notre pays s'est engagé à renoncer totalement aux combustibles et aux carburants fossiles d'ici à 2050 dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.

Le Conseil fédéral recommandait le rejet du postulat. Il estimait la requête justifiée sur le principe, mais renvoyait au débat alors en cours sur la Stratégie énergétique 2050. En mai 2017, le Conseil national a donc balayé le postulat avec une confortable majorité de 121 voix contre 59.

Or le Parlement s'est jusqu'ici montré incapable de définir des mesures qui permettraient de respecter l'Accord de Paris. Dans ce cas-là, comme souvent, la société civile prend le relais: elle a lancé l'Initiative pour les glaciers, qui vise l'abandon des énergies fossiles et qui exige que les émissions de gaz à effet de serre soient ramenées à zéro en Suisse à l'horizon 2050. Pro Natura soutient cette initiative. [mc](#)



pliquent concrètement comment le Conseil national a voté sur des projets de loi en rapport avec l'environnement.

Les parlementaires sous la loupe

Quels sont donc ces parlementaires qui, en ces temps de crise de la biodiversité et du climat, veulent saper la protection de la nature et de l'environnement? L'Alliance Environnement, à laquelle appartient Pro Natura, propose un instrument qui apporte des réponses précises à cette question: la plate-forme ecorating.ch ana-

Biodiversité: le centre gauche rejette la réduction du budget de l'environnement

Lors du débat sur le budget de la session d'automne 2017, les partis du centre droit du Conseil national ont tenté à deux reprises de priver l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) d'une partie de ses financements. Il s'agissait dans un premier temps d'amputer le budget global de l'OFEV, passant de 204,3 à 199,7 millions de francs, ce qui aurait compromis l'augmentation des effectifs, pourtant déjà planifiée, ainsi que des dépenses pour l'observation de l'environnement. La proposition a échoué par 91 voix contre 95, car le PLR ne s'est pas rallié dans sa totalité à l'UDC, et les partis du centre ont voté en majorité avec la gauche et les Verts.

La seconde proposition de réduction, illustrée ici, concernait le budget alloué aux prestations «Protection et utilisation des écosystèmes». La coupe exigée, d'un montant de 1,1 million de francs, aurait notamment affecté le poste comptable Nature et Paysage, donc le financement des mesures urgentes décidées par le Conseil fédéral pour la régénération et l'entretien des biotopes d'importance nationale et la biodiversité en forêt. Cette proposition de réduction a été rejetée de justesse par 97 voix contre 93, dans une constellation similaire à la première. sk

Objet 17.041-1

Arrêté fédéral: coupe dans le budget 2018 concernant la biodiversité.



lyse les votes des parlementaires élus sur la base de 54 objets particulièrement importants pour la nature et l'environnement. Elle donne également un aperçu de l'intérêt des partis politiques pour les questions environnementales au cours de la législature 2015–2019.

Le résultat n'est pas surprenant : les Verts, le PS, le PEV et les Verts libéraux votent presque toujours en faveur de l'environnement, le PBD dans environ deux tiers des cas et le PDC dans la moitié des cas. Le PLR et l'UDC, en revanche, font preuve d'un manque criant de sensibilité à la cause environnementale.

De grandes différences au sein des partis bourgeois

En y regardant de plus près, on constate toutefois des différences considérables au sein des partis : au PDC, par exemple, on trouve tout un éventail de parlementaires qui obtiennent un score de plus de 70 % dans l'ecorating, alors que d'autres ne se situent que légèrement au-dessus du tiers inférieur. Au sein du PLR également, les résultats varient considérablement, bien que personne ne dépasse la barre des 50 %.

Au cours de l'année à venir, des décisions particulièrement importantes seront prises en matière de politique agricole, d'aménagement du territoire, de protection des espèces et de politique climatique. L'orientation des votes dépendra largement des représentants politiques que nous élirons le 20 octobre prochain.

Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas eu d'aussi bonnes chances de disposer d'un Parlement plus respectueux de l'environnement,

puisque les thèmes de la protection du climat et de la biodiversité sont plus que jamais d'actualité. Mais cela pourrait aussi inciter de nombreux candidats à se parer d'une couleur plus verte que nature juste avant les élections. Il vaut donc la peine de faire notre choix en pleine connaissance de cause.

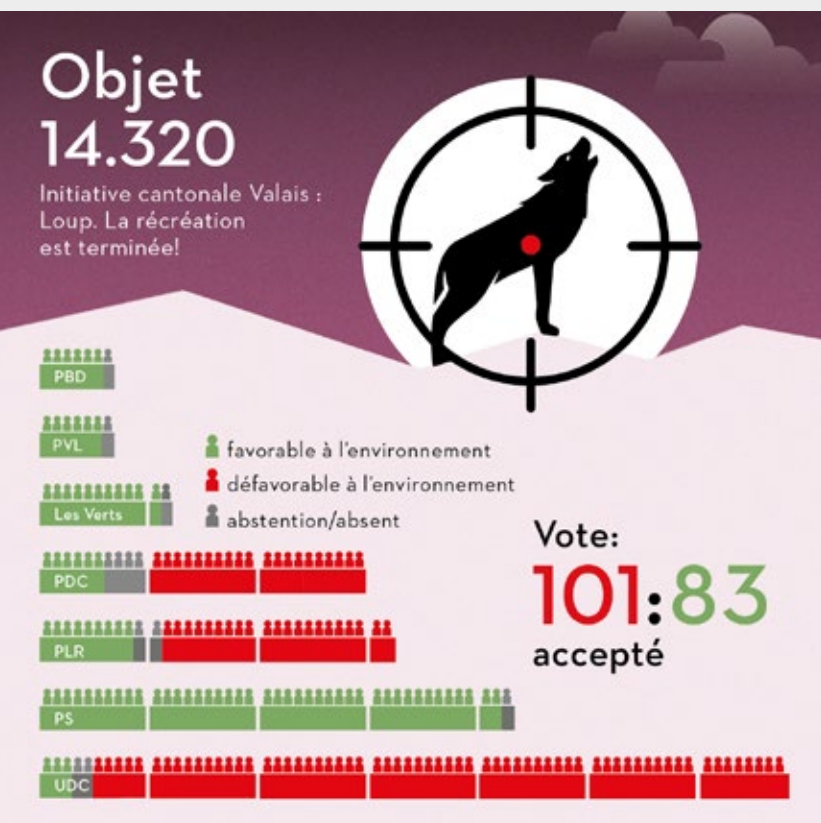
Que promettent les candidats ?

La plate-forme ecorating.ch apporte une aide précieuse à cet égard également. En plus d'analyser les votes des membres du Parlement, elle permet de se faire une opinion sur les candidats en se basant sur un sondage concernant des thèmes essentiels de la prochaine législature. Quelle est leur opinion sur la mise à disposition de davantage de surfaces et de moyens financiers en faveur de la biodiversité, sur un plan contraignant de réduction des pesticides, sur un moratoire sur le génie génétique ou sur la réduction des cheptels dans l'agriculture ? 26 questions ont été posées, plus de 300 candidats y avaient déjà répondu au moment de la clôture de la rédaction du présent magazine.

La biodiversité et le climat vont-ils s'imposer dans les grands débats politiques lors de la prochaine législature et, si oui, avec quels résultats ? La réponse est aussi entre vos mains : allez voter le 20 octobre et donnez votre voix à des politiciennes et des politiciens qui s'engagent réellement pour la cause environnementale !

STELLA JEGHER dirige la division Politique et Affaires internationales chez Pro Natura.

www.ecorating.ch



Protection des espèces : la droite veut la peau du loup

Difficile de faire plus populiste que l'initiative cantonale du Valais «Loup. La récréation est terminée!». Selon ses termes, «le loup agit sans discernement, sans se soucier des besoins de la faune et la plupart du temps pour le seul plaisir de tuer». La législation sur la chasse doit donc être adaptée «pour que le loup puisse être chassé». L'initiative veut également que la Suisse dénonce la Convention de Berne, le principal accord européen pour la protection de la biodiversité.

Le Conseil des Etats a rejeté l'intervention. Mais la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) du Conseil national s'est ensuite prononcée en sa faveur, de même que le Conseil national par 101 voix contre 83. Un nouveau rejet du Conseil des Etats a cependant balayé l'initiative.

Les partisans de cette croisade anti-loup se recrutent dans les rangs de l'UDC, du PDC et du PLR, alors qu'au Conseil national, tous les partis de gauche, les Verts libéraux et le PDB s'y opposent. Neuf parlementaires PLR et six PDC ont tout de même refusé de suivre la ligne de leur parti. A l'UDC, ils n'étaient que trois. sw



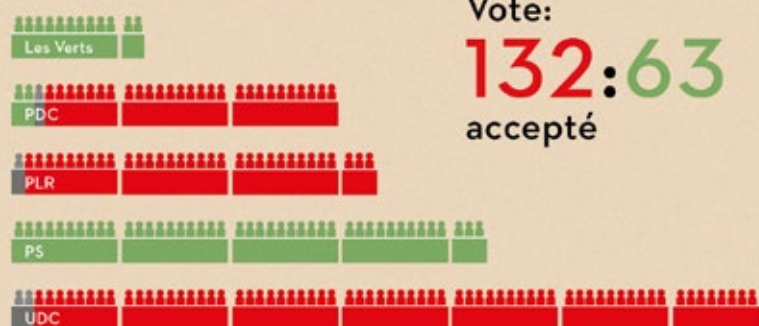
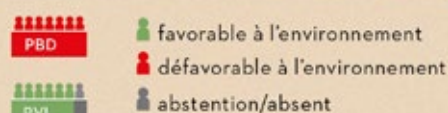
Economie: pas de transparence pour le négoce des matières premières

Dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme, le Conseil fédéral a proposé d'adopter les prescriptions internationales en faveur d'une transparence accrue du négoce des matières premières - un passage obligé pour préserver l'environnement, en particulier dans les pays en développement, où l'extraction des matières premières présente un bilan écologique catastrophique. L'obligation de déclarer les paiements effectués au profit des gouvernements permettrait de lutter contre la corruption afin d'améliorer la gouvernance des Etats et le respect des normes environnementales.

Pour la Suisse, plaque tournante du négoce mondial des matières premières, cette législation aurait une portée énorme, également sur le plan symbolique. La majorité bourgeoise du Conseil national a pourtant estimé que le négoce n'avait pas à se plier à ces exigences. Une requête dans ce sens a été acceptée par 132 voix contre 63. Les associations de défense de l'environnement n'en soutiennent que plus vigoureusement l'Initiative pour des multinationales responsables, qui réclame une telle transparence. raw

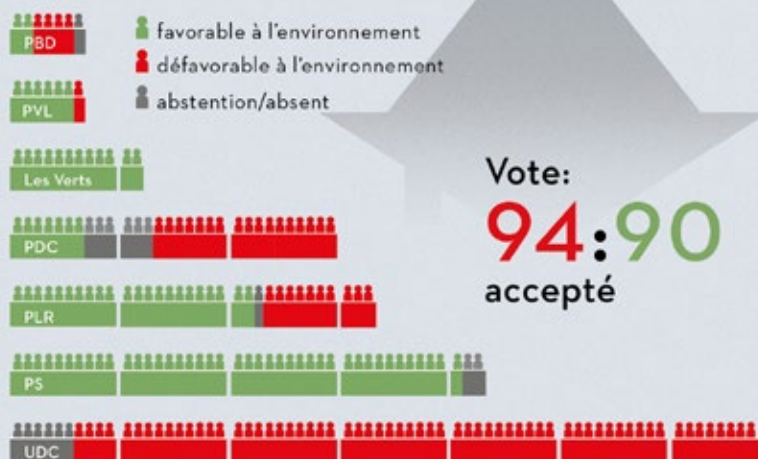
Objet 16.077-1

Révision du droit de la société anonyme: pas de transparence dans le négoce des matières premières.



Objet 16.3697

Motion pour l'utilisation maximale des volumes construits existants en dehors de la zone à bâtir.



Aménagement du territoire: le Conseil national soutient l'étalement urbain

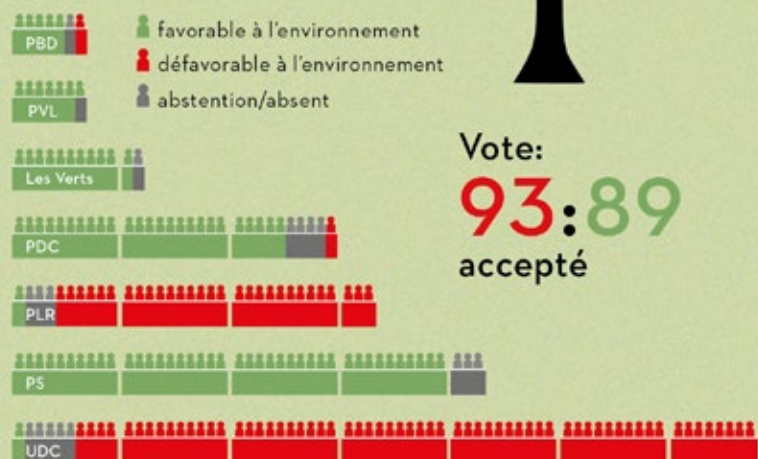
Près de 40 % de tous les bâtiments en Suisse sont situés en dehors de la zone à bâtir. Selon la volonté du Conseil national, cette proportion devrait encore augmenter. En juin 2017, il a approuvé une proposition de Pierre-André Page (UDC, FR) visant à ce que la loi sur l'aménagement du territoire autorise une utilisation maximale des volumes des bâtiments existants afin d'économiser des terres agricoles.

Pour les bâtiments d'habitation et d'exploitation agricoles, des transformations partielles, des agrandissements mesurés ou des reconstructions sont déjà possibles pour autant que les critères établis en 2012 (une augmentation maximale de la valeur de la surface brute de plancher de 60 % ou un agrandissement maximal de 30 % ou de 100 m²) soient respectés. Mais ces exceptions généreuses ne vont pas assez loin pour la majorité bourgeoise.

La levée des restrictions sur l'utilisation des bâtiments existants créera de nouveaux besoins: l'augmentation du nombre de places de stationnement ou l'extension des voies d'accès. Il en résultera une perte supplémentaire de surfaces, ainsi qu'un étalement urbain accru et une dégradation du paysage. es

Objet 15.3458

Motion pour stopper les projets de qualité du paysage dans l'agriculture.



Agriculture: la production intensive plutôt que l'entretien du paysage

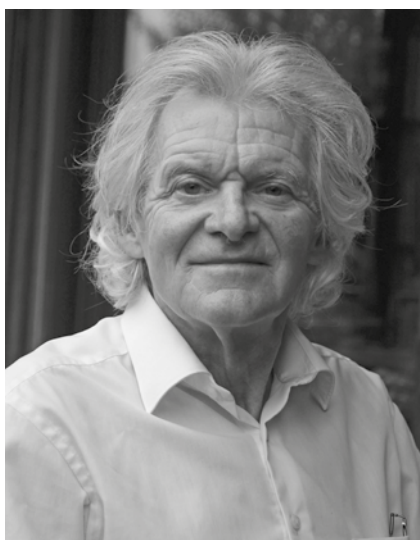
La motion du conseiller national UDC Hansjörg Knecht (AG) demandait au Conseil fédéral de supprimer les projets de qualité du paysage récemment instaurés dans le cadre de la politique agricole 2014-2017. Le parlementaire faisait valoir que les subventions fédérales ne soutenaient pas la production agricole, mais «uniquement» l'entretien du paysage. Les moyens initialement destinés aux projets de qualité du paysage devaient selon lui être réattribués à l'agriculture productrice.

Le Conseil fédéral a rejeté la motion au motif que l'entretien du paysage rural est par définition un coproduit de la production de denrées alimentaires. Les contributions à la qualité du paysage adoptées par le Parlement lors de la précédente législature n'empêchent pas l'agriculture de fournir avec efficacité ses prestations en matière de production.

Ces arguments détaillés n'ont pas convaincu la majorité du Conseil national, qui a accepté la motion. La quasi-totalité des voix de l'UDC et du PLR a suffi à emporter le morceau. Et comme à plusieurs reprises déjà durant cette législature, le Conseil des Etats a rectifié le tir et rejeté la motion à l'unanimité le 17 juin 2019. ml

« Plaider pour un ralentissement de l'activité économique, c'est courir le risque de ne pas être réélu »

Observateur de la politique environnementale depuis 40 ans, le journaliste Hanspeter Guggenbühl ne croit plus à toutes les promesses des candidats soucieux de « verdir » leur programme à l'approche des élections. Il estime aussi que la politique ne se préoccupe pas assez des grands défis environnementaux.



Hanspeter Guggenbühl (70 ans) est journaliste indépendant et couvre depuis plus de quarante ans la politique environnementale et économique de la Suisse dans divers médias nationaux. Il a écrit plusieurs livres sur ses thèmes de prédilection, en particulier sur la politique de croissance.

Magazine Pro Natura : à la veille des élections, il semble que nous n'ayons plus trop de soucis à nous faire pour l'avenir de la planète. Presque tous les partis proposent des solutions vertes.

Hanspeter Guggenbühl : la plupart des partis ont fait le pari que les questions environnementales, notamment le changement climatique, seraient au cœur de la campagne électorale. Un seul parti se démarque en mettant en doute le changement climatique ou en affirmant que la Suisse ne peut rien y changer.

Vous parlez de l'UDC.

Exact. Je n'exclus pas que cette posture puisse avoir un certain succès, en séduisant les électeurs qui ne veulent pas entendre parler de politique climatique.

Le PLR a effectué un revirement spectaculaire dans le débat sur le climat.

Vous qui suivez la politique environnementale depuis 40 ans, trouvez-vous son positionnement crédible ?

Plusieurs commentateurs n'ont pas hésité à parler de virage à 180 degrés. Or, dans ses prises de position, le PLR s'est toujours préoccupé de politique environnementale, en réclamant par exemple depuis des décennies des taxes incitant à des comportements plus écologiques.

Il ne s'est pourtant jamais sérieusement engagé pour leur mise en œuvre.

Effectivement, dans les cas concrets, il a pris systématiquement d'autres décisions que celles qu'on était en droit d'attendre en lisant son programme.

Les questions environnementales ne sont-elles au fond qu'un gadget qu'il ne coûte rien au PLR d'inscrire dans son programme, alors qu'en réalité, ce sont toujours les intérêts économiques qui priment ?

En tant que journaliste, je me suis beaucoup intéressé au hiatus entre les paroles et les actes, et de ce point de vue, le parti qui



se décrit lui-même comme le champion de l'économie n'est pas exempt de contradictions. Concrètement, le PLR a toujours défendu en priorité les intérêts à court terme des milieux économiques et s'est conformé aux mots d'ordre des grandes organisations patronales. Tous les partis privilégient le court terme, car une législature ne dure que quatre ans et les politiciens doivent pouvoir se targuer d'avoir remporté des « victoires » durant ce laps de temps s'ils veulent être réélus.

Pendant une courte période, juste après Fukushima, le PLR voulait lui aussi sortir du nucléaire...

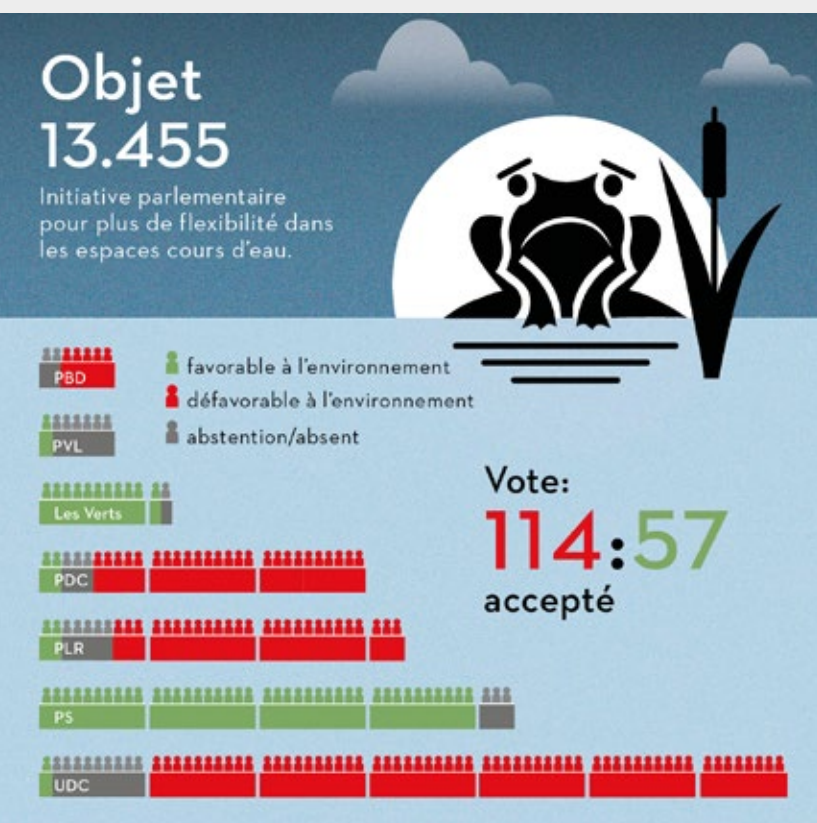
...oui, et ensuite, il a combattu la nouvelle stratégie énergétique. Il faut vraiment être très naïf pour croire que le bleu est la vraie couleur de l'écologie et que le PLR est un parti soucieux de l'environnement.¹

Au milieu de l'échiquier politique, on trouve le parti démocrate-chrétien, qui déplore que plus personne ne soutienne une politique centriste, mesurée et consensuelle. Pensez-vous que le PDC puisse jouer un rôle de médiateur apte à réconcilier la droite et la gauche sur les sujets environnementaux ?

L'écorating montre que le PDC vote plus souvent en faveur de l'environnement que le PLR, pour ne rien dire de l'UDC. Le PDC peut faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, et il a pu aider le camp rose-vert à remporter quelques victoires, mais de façon générale, l'environnement n'est pas une priorité pour lui.

Selon vous qui êtes familier de la politique fédérale depuis de longues années, peut-on se fier au PDC ? Restera-

¹ Traduction libre du slogan du PLR alémanique «Blau ist das bessere grün».



Protection des eaux: la droite diminue les espaces réservés aux cours d'eau

Les cours d'eau ont besoin d'espace pour remplir leurs fonctions biologiques et pour atténuer les crues. C'est pourquoi la Loi sur la protection des eaux, acceptée par une forte majorité du peuple suisse, prévoit que les cantons réservent une portion de territoire suffisante le long des cours d'eau. Les agriculteurs peuvent exploiter ces surfaces, mais uniquement de manière extensive, et les engrais et pesticides y sont interdits.

Ces espaces réservés aux eaux n'en sont pas moins la bête noire du lobby agricole, qui a mené plusieurs offensives ces dernières années, à l'instar de l'initiative parlementaire de Guy Parmelin, alors conseiller national, qui réclamait la prise en compte de la « réalité du terrain ». Ce qui aurait permis de réduire sans justifications la largeur minimale des espaces réservés aux eaux en dessous des seuils fixés par la loi, afin qu'il ne soit pas nécessaire de convertir des terres agricoles cultivées de façon intensive à une utilisation extensive au profit des cours d'eau et de la nature.

En décembre 2016, l'intervention a rallié une large majorité du Conseil national, dont la quasi-totalité de l'UDC, du PDC et du PLR, avec 114 voix pour et 57 contre, mais elle a échoué à convaincre le Conseil des Etats. mc/ml



t-il fidèle à son programme dans les débats environnementaux à venir?

Le PDC est une véritable pochette surprise! Et il vote de manière moins compacte que les partis à sa gauche ou à sa droite.

A en croire l'écorating, les Verts et le PS présentent un bilan irréprochable sur les questions environnementales. Sont-ils les garants d'une politique cohérente en la matière?

Ces dernières décennies, les partis rose-vert ont effectivement été les seuls à s'engager avec constance en faveur de l'environnement. Mais l'écorating ne reflète pas toutes les influences réelles sur notre environnement. Dans le monde entier, mais en Suisse également, il y a une étroite corrélation entre le développement économique et l'état de l'environnement. Plus l'écono-

mie croît, plus elle a d'impact sur la nature, car cela signifie davantage de ressources consommées, d'émissions de CO₂ et de déchets produits. C'est pourquoi l'année 2009, en pleine récession, fut la seule depuis le début du millénaire où les rejets de gaz à effet de serre ont diminué au niveau mondial. Mais les politiques n'en ont pas pour autant prôné la décroissance, tant au niveau mondial que chez nous. Ces dernières années, la consommation de ressources a certes été légèrement dé耦lée de la croissance économique, mais dans l'absolu, elle continue à augmenter.

Les Verts libéraux vous objecteraient sans doute que les progrès de la technologie permettront de résoudre les grands problèmes environnementaux.

Ils peuvent le dire, et c'est ce qu'on entend dans la bouche de tous les technocrates de

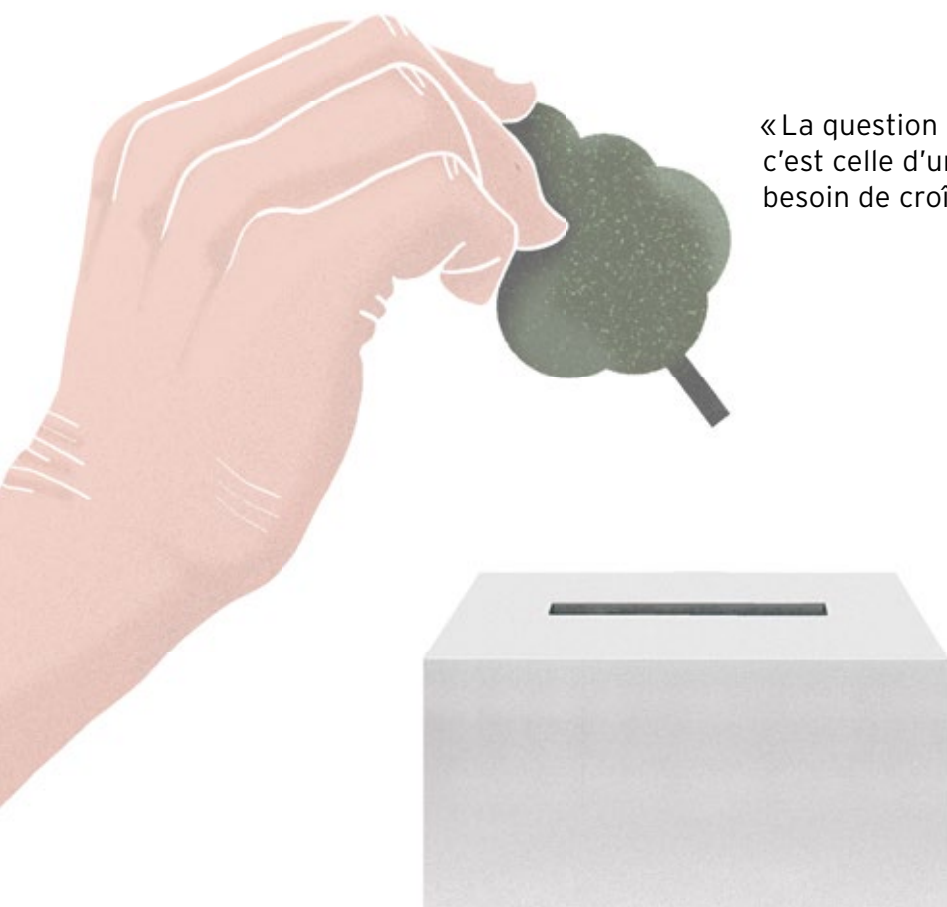
Pesticides: une stratégie pour sortir du glyphosate grâce au centre gauche

Plutôt que d'exiger du Conseil fédéral une interdiction immédiate du glyphosate, le postulat d'Adèle Thorens Goumaz (Les Verts, VD) ne réclamait qu'un rapport sur l'opportunité et les modalités d'un plan de sortie progressif de cet herbicide hautement contesté. La postulante a explicitement demandé que le rapport soit élaboré avec les milieux concernés, en particulier les milieux agricoles.

Malgré ce postulat très modéré, plusieurs parlementaires proches des milieux agricoles dans les rangs de l'UDC s'y sont opposés et l'ont combattu avec des arguments tout sauf objectifs: pour reprendre certaines de leurs affirmations, le postulat ne viserait qu'à «affaiblir l'agriculture suisse», à «tout interdire» aux agriculteurs, et le rapport demandé ne serait nullement nécessaire car «les règles en vigueur en Suisse sont déjà très strictes».

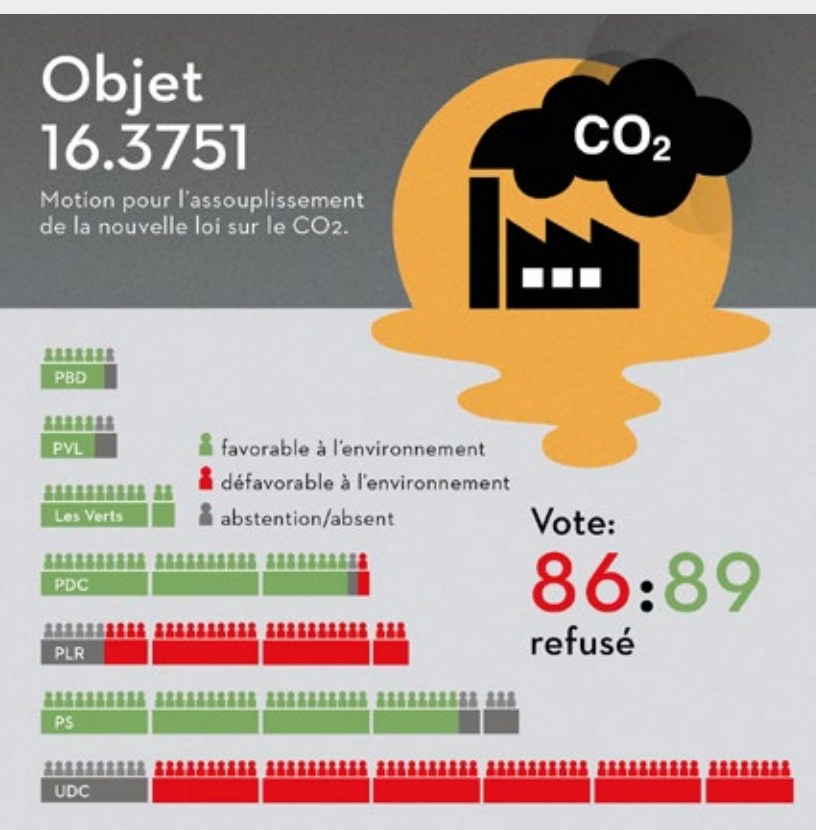
Le postulat a finalement été accepté en septembre 2018 par 95 voix contre 78. Les Verts, le PS, les Verts libéraux et le PBD l'ont unanimement soutenu, ainsi qu'une large majorité du PDC. La plupart des parlementaires issus des rangs de l'UDC et du PLR l'ont rejeté. L'administration fédérale travaille actuellement à la rédaction du rapport, qui sera publié au plus tôt l'an prochain. **mi**





« La question centrale que devrait se poser l'humanité, c'est celle d'un monde dont l'économie n'aurait plus besoin de croître sans cesse pour fonctionner. »

l'environnement depuis cinquante ans. En ce qui concerne la destruction des écosystèmes, la consommation de ressources et le changement climatique, cet espoir ne s'est malheureusement pas réalisé. On peut penser que tout cela va changer et voter pour les Verts libéraux. Personnellement, je ne suis pas sûr que le salut vienne de la technologie. Des avancées techniques ont certes permis de diminuer certaines nuisances, par exemple les filtres à particules, mais au final, il ne s'agit que de combattre des symptômes.



Protection du climat: le PLR échoue de justesse à affaiblir les objectifs

Alors qu'on ne parlait pas encore de grève du climat, mais que le changement climatique était déjà bien visible, la motion du groupe parlementaire PLR demandait de renoncer à des objectifs de réduction chiffrés pour les émissions de CO₂ en Suisse. Il s'agissait également d'introduire une durée de mise en œuvre flexible pour les conventions sur les objectifs et des objectifs intermédiaires souples pour les entreprises.

Si la motion avait été acceptée, la Suisse aurait pris encore davantage de retard en matière de protection du climat. Au lieu de traduire les engagements conclus dans le cadre de l'Accord de Paris par des objectifs concrets de réduction des gaz à effets de serre sur le territoire national, la Suisse aurait agi par le biais de conventions sur des objectifs peu ambitieux et des objectifs intermédiaires peu contraignants. Les seules réductions d'une certaine ampleur auraient été effectuées par l'achat de certificats étrangers, alors que la Suisse n'aurait pas eu à réaliser des mesures de réduction sur son territoire.

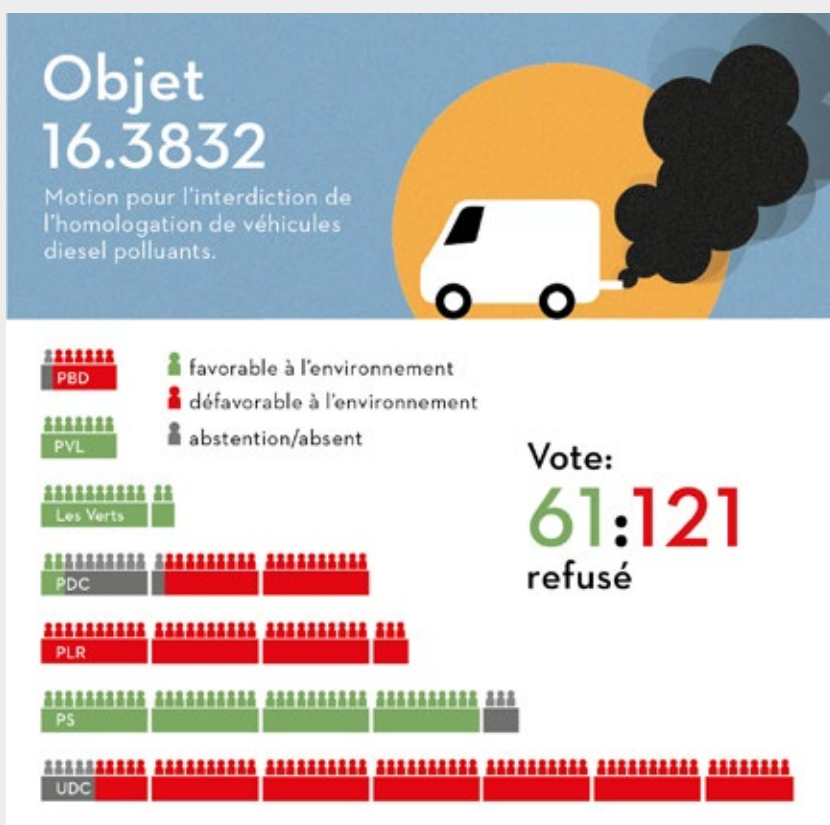
Le Conseil national a rejeté la motion à une très courte majorité, comme le lui recommandait le Conseil fédéral. L'UDC et le PLR ont fait bloc pour défendre la motion, mais, du fait de nombreuses absences dans leurs rangs le jour du vote, un écart de trois voix les a contraints à s'incliner. mc

Mobilité: les partis bourgeois laissent rouler les véhicules polluants

Ce fut un énorme scandale: par une manipulation des véhicules, les valeurs relatives aux gaz d'échappement des grosses voitures diesel ont été falsifiées afin qu'en mode test, elles respectent les limites en vigueur pour l'oxyde d'azote (NO_x), alors que dans des conditions d'utilisation normale, les valeurs réelles étaient plusieurs fois supérieures aux normes légales. L'oxyde d'azote impacte gravement la qualité de l'air et cause des problèmes de santé. En Suisse, plus de la moitié de la pollution locale au NO_x provient du trafic motorisé.

La motion d'Evi Allemann (PS, BE) voulait interdire l'admission des véhicules manipulés qui ne respectent pas les valeurs limites en matière de gaz d'échappement dans des conditions d'utilisation normale. Le Conseil fédéral recommandait le rejet de la motion, au motif que la Suisse a conclu avec l'Union européenne un accord de reconnaissance mutuelle de l'homologation des véhicules. En prenant des mesures unilatérales, la Suisse aurait rompu l'accord.

Or, lorsque l'environnement et la santé publique sont menacés, comme c'est le cas ici, une procédure indépendante est autorisée même dans le cadre des accords bilatéraux. La motion a malgré tout été refusée par 121 voix contre 61, l'UDC, le PLR, le PDC et le PDB ayant fait bloc pour la combattre. mc



Vous êtes en train de dire que la politique n'aborde que très peu le fond du problème.

En effet, la question centrale que devrait se poser l'humanité, c'est celle d'un monde dont l'économie n'aurait plus besoin de croître sans cesse pour fonctionner. Mais les contraintes du monde économique échappent largement à la sphère d'influence des politiques.

La politique fixe les conditions cadres de l'activité économique.

Oui, mais jusqu'à présent, aucun politicien n'a osé proposer une diminution du produit intérieur brut.

Dans le camp rose-vert, la consommation des ressources est un thème important. C'était même l'un des aspects centraux de l'initiative des Verts «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources».

La votation a été un échec cuisant, ce qui montre bien que de telles exigences n'ont pas le soutien de la majorité.

Cela montre peut-être le dilemme des politiciens: si quelqu'un plaide pour un ralentissement de l'activité économique, il a de bonnes chances de ne pas être réélu.

Vous semblez désabusé, comme si cela ne faisait pas vraiment de différence de voter pour tel parti plutôt que pour tel autre, voire de ne pas voter du tout.

Dans un monde globalisé, régi par de multiples contraintes économiques, l'influence de la politique est effectivement limitée. Mais on peut s'engager à l'intérieur de ces limites, en toute connaissance de cause, et atteindre ce qui est possible. Quelqu'un a dit: même si le monde devait s'écrouler demain, cela vaudrait la peine aujourd'hui de planter un pommier.

Interview: RAPHAEL WEBER, rédacteur en chef du Magazine Pro Natura.



à propos

Il faut s'attaquer dès à présent à la crise du climat et de la biodiversité!

«Nous sommes là! Nous faisons du bruit! Parce que vous volez notre avenir!» Depuis plusieurs mois, on peut entendre résonner ces cris les vendredis dans les rues des villes suisses. Les enfants et les jeunes qui manifestent nous confrontent à une vérité désagréable: avec notre mode de vie actuel et la surexploitation des ressources naturelles, nous limitons de plus en plus nos possibilités de vie et de développement et celles des générations futures, dans des proportions qui deviennent ingérables.

Le crédit annuel épuisé en cinq mois

Cette année, le «Earth Overshoot Day» (jour du dépassement) a déjà été atteint le 29 juillet. Ce jour-là, nous avons épuisé toutes les ressources que la Terre peut renouveler en un an. En d'autres termes: à compter de cette date (qui, dans les années 1980, était encore en novembre), nous puisons dans les ressources des générations futures pour le restant de l'année.

A l'échelle mondiale, nous aurions besoin de 1,75 Terre pour répondre à nos besoins en ressources. Fait particulièrement préoccupant: la Suisse a atteint son «jour du dépassement» des mois auparavant. Depuis le 9 mai de cette année, nous vivons pratiquement à crédit sur les ressources des générations futures – et nous leur volons leur avenir. Si toute la population mondiale consommait autant de ressources que nous, nous aurions besoin de 2,85 Terres!

La jeunesse qui s'engage pour le climat ne fait pas seulement du bruit, ses revendications sont très claires. L'une d'entre elles est très simple et s'adresse plus particulièrement

aux politiciennes et aux politiciens: écoutez les scientifiques, ils n'ont jamais été aussi unanimes. De fait, les rapports scientifiques et leurs conclusions montrent avec une évidence pressante qu'on ne peut pas continuer ainsi.

Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), consacré aux écosystèmes terrestres et publié au début du mois d'août, dresse un sombre tableau: nous mettons en danger une grande partie des sols qui nous nourrissent, qui préservent la biodiversité et qui sont essentiels à la stabilité du climat mondial. En mai de cette année, le Conseil mondial de la biodiversité (IPBES) a publié son rapport complet sur l'état de la biodiversité – avec un bilan accablant: plus d'un million d'espèces sont menacées dans le monde et la surexploitation entraîne l'effondrement d'écosystèmes complets. La crise du climat et celle de la biodiversité sont les deux faces d'une même médaille.

La Suisse à la traîne

Dans la crise actuelle du climat et de la biodiversité, la Suisse est très en retard. Nous sommes parmi les pays qui ont déjà consommé tellement de ressources que nous vivons depuis ce printemps avec un crédit écologique jusqu'à la fin de l'année. Sur les 35 pays industrialisés de l'OCDE, nous avons la plus forte proportion d'espèces animales et végétales menacées, et la plus faible proportion d'aires protégées.

Et qu'en est-il des milieux politiques? La volonté de reconnaître enfin les signes des temps et d'agir de manière responsable fait encore défaut. Durant la dernière législature, les inté-



rêts de l'environnement et de la nature ont encore dû lutter contre des vents contraires sous la coupole fédérale. Les interventions politiques visant à démanteler les acquis juridiques en matière de protection de la nature et du paysage se font non seulement plus culottées, elles sont aussi susceptibles de réunir une majorité de votes favorables.

Notre avenir est en jeu

En cette période de crise écologique, des règles contraignantes seraient pourtant nécessaires pour nous permettre d'atteindre rapidement des objectifs environnementaux ambitieux. Si nous voulons surmonter la crise du climat et celle de la biodiversité, et poser ainsi les jalons d'une société durable, nous devons agir maintenant.

Quel est le prix à payer si nous ne faisons rien? La réponse des enfants et des jeunes qui descendent dans la rue est claire: cela nous coûtera notre avenir. C'est pourquoi il est primordial que nous nous rendions toutes et tous aux urnes le 20 octobre et que nous donnions notre confiance aux hommes et aux femmes politiques qui ne pensent pas seulement aux prochaines élections, mais à la prochaine génération. La nature et l'environnement en seront aussi reconnaissants que les générations qui nous suivent.

URS LEUGGER-EGGIMANN, secrétaire central de Pro Natura.

Génie génétique: le camp bourgeois, pourtant divisé, fait capoter un moratoire illimité

Lors de la révision de la Loi sur le génie génétique (LGG), deux thèmes ont été largement discutés et ont suscité la controverse. Dans le premier cas, il s'agissait de déterminer si la Suisse devait à l'avenir autoriser les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans certaines zones spéciales et à certaines conditions, et choisir l'option d'une coexistence avec les cultures non-OGM. Cette solution, prônée par le Conseil fédéral, n'a pas convaincu le Conseil national, où le PLR était seul à la soutenir sans réserve. Même l'UDC a majoritairement refusé la proposition. Le génie génétique est ainsi le seul dossier à propos duquel l'UDC a une position favorable à l'environnement.

Le second débat avait trait à la poursuite du moratoire sur les OGM. En novembre 2005, le peuple suisse a approuvé un moratoire de cinq ans sur la culture des OGM, plusieurs fois prolongé depuis. Le Conseil fédéral préconisait une nouvelle prolongation de quatre ans jusqu'au 31 décembre 2021. Une requête a été soumise au Conseil national pour que le moratoire ne soit pas limité dans le temps, afin de ne pas avoir à remettre le sujet sur le tapis tous les quatre ans. Comme on le voit ci-dessous, cette requête a été rejetée à une très courte majorité. Un moratoire illimité a semblé trop extrême à de nombreux parlementaires bourgeois, y compris à une majorité de l'UDC.

Lors du vote final, le Conseil national a nettement soutenu la prolongation du moratoire de quatre ans jusqu'en 2021 proposée par le Conseil fédéral par 157 voix contre 36. 31 oppositions provenaient du groupe PLR et 5 du groupe UDC. ml

Objet 16.056

Demande de prolongation illimitée du moratoire sur le génie génétique.

